

Louis FORTEMPS
et Vincent GABRIEL

La police
secrète de
la Wehrmacht
en Belgique

1940-1944

DOCUMENT

Weyrich

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	7
<i>Introduction</i>	11
<i>Les origines de la Geheime Feldpolizei</i>	17
Premières années.....	17
La Grande Guerre.....	22
La réactivation par le régime nazi.....	29
Les coups de force d'Hitler.....	30
<i>La police de l'administration militaire allemande en Belgique</i>	35
La structure de la GFP en Belgique.....	37
L'antenne de l' <i>Abwehr</i> en Belgique :	
le meilleur allié de la <i>Geheime Feldpolizei</i>	39
Tour d'horizon des unités en Belgique et dans le Nord de la France.....	41
Quel rôle pour la <i>Geheime Feldpolizei</i> ?.....	43
L'arrivée de la <i>Sipo-SD</i> en Belgique.....	46
<i>Dans les bureaux de la Geheime Feldpolizei</i>	51
Le quotidien des policiers de la GFP.....	56
Un large choix de méthodes.....	60
Les dénonciations.....	64
Les <i>V-Leute</i> , ces infiltrés dans la Résistance.....	68
Les yeux et les oreilles de l' <i>Abwehr</i> :	
Prosper Dezitter et son réseau.....	74
La collaboration avec les autres services policiers allemands.....	77

<i>Face aux prémices de la résistance (1940-1941)</i>	81
Les premiers coups de filet.....	82
L'émergence d'une résistance à l'occupant.....	88
<i>Intelligence Service</i> contre <i>Funkabwehr</i> et GFP.....	92
Une première réorganisation de la GFP en Belgique occupée.....	100
22 juin 1941: le <i>Reich</i> envahit l'URSS.....	103
Les dernières notes de l'Orchestre rouge.....	108
La multiplication des sabotages.....	111
Venger ses propres pertes: la Commission Reiner.....	114
<i>Une radicalisation progressive de l'Occupation (1942-1943)</i>	119
L'instauration du travail obligatoire.....	121
Sous le feu de la Résistance.....	123
La <i>Sonderkommission</i> : l'alliance de la <i>Sipo-SD</i> et de la GFP.....	129
L'incendie se propage.....	130
La violence comme outil.....	135
Comparaison avec la <i>Geheime Feldpolizei</i> déployée sur le front de l'Est.....	146
L'interrogatoire renforcé (<i>verschärfte Vernehmung</i>).....	148
Troubles dans l'appareil répressif allemand.....	153
Le démantèlement du réseau des Amis de Charles et ses conséquences.....	156
<i>Götterdämmerung: 1944, la descente aux enfers</i>	161
La disgrâce de l' <i>Abwehr</i>	162
Quand le chasseur devient la proie.....	164
Une répression toujours terriblement efficace.....	171
L'avènement de la <i>Zivilverwaltung</i>	174
Guérilla dans les maquis ardennais.....	176
La Libération.....	178
Les tortionnaires devant la justice belge.....	181
<i>Conclusion</i>	185
<i>Sources</i>	189
<i>Bibliographie</i>	193
<i>Annexes</i>	203

Chapitre 1.

LES ORIGINES DE LA GEHEIME FELDPOLIZEI

Bien que cet ouvrage entende avant tout étudier les activités de la *Geheime Feldpolizei* en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de cette police militaire est en réalité bien plus ancienne. Elle remonte en effet aux premières heures de l'Allemagne contemporaine, dans les années 1860. Faire l'histoire de la GFP, c'est donc aussi retracer le récit passionnant de l'État allemand, de ses origines à son funeste destin sous les ordres d'Adolf Hitler.

Premières années

La GFP naît dans le royaume de Prusse. Créé en 1701, celui-ci prend une envergure européenne sous le règne de Frédéric II (1740-1786), et deviendra l'un des principaux adversaires de la France, jusqu'à la fin de l'ère napoléonienne. Le royaume de Prusse est alors réputé, sur l'ensemble du continent européen, pour la redoutable efficacité de son armée.

En 1861, Guillaume I^{er} de Hohenzollern est couronné roi de Prusse. L'année suivante, il choisit comme chancelier un *Junker*, un noble propriétaire terrien prussien, Otto von Bismarck. Celui-ci, par le truchement d'une politique étrangère pragmatique (*Realpolitik*), deviendra l'artisan de l'unification de l'Allemagne, construite autour de la Prusse.

Cette unification allemande se fera en trois étapes, correspondant chacune à une guerre opposant le Royaume de Prusse à un nouvel ennemi. En 1864, le Royaume s'unit à l'Autriche contre le Danemark. Rapidement défait, celui-ci est contraint de céder le Schleswig et le Lauenburg à la Prusse, le Holstein à l'Autriche. Si certains auteurs situent dans cette première guerre la création de la *Geheime Feldpolizei*, il semble que celle-ci n'aura lieu en réalité que deux ans plus tard.

En mai 1866, Bismarck prend prétexte d'une mauvaise gestion autrichienne du Holstein pour attiser les tensions entre la Prusse et l'Autriche. Le 7 de ce mois, un jeune homme voulant empêcher cette nouvelle guerre, Ferdinand Cohen-Blind, tire alors plusieurs coups de feu sur le chancelier.

Nonobstant quelques égratignures, celui-ci ressort indemne de l'incident : les balles ne l'ont qu'effleuré... Certains auteurs identifient cet attentat comme l'acte de naissance de la GFP. Bismarck confierait en effet à Wilhelm Stieber l'organisation d'une police dont les attributions s'étendraient de la protection du Roi et du ministre-président de Prusse à la récolte de renseignements concernant les ennemis du Royaume en passant par la surveillance de la presse et plusieurs missions de contre-espionnage. Toutefois, il apparaît

à la lecture des sources que cette police n'est en réalité pas la GFP, mais serait plus probablement la *Feldgendarmarie*, une autre police que nous aurons l'occasion de rencontrer.

Toutefois, il est exact que la *Geheime Feldpolizei* est fondée en 1866, mais cette naissance s'expliquerait plutôt par la guerre prochaine contre l'Autriche. En effet, un règlement (*Dienstvorschrift*) fondant la GFP est édicté le 12 juin 1866... soit deux jours avant l'éclatement de la guerre austro-prussienne.

On s'en doute, dans de telles circonstances, l'organisation de cette police n'est que très superficielle à la déclaration des hostilités. Ses effectifs sont même minimalistes : un *Polizeidirektor*, quatre employés supérieurs et cinq subalternes. Ses tâches s'étendent de la protection des personnalités dirigeantes au soutien au renseignement militaire en passant par le contre-espionnage⁷. Toutefois, la rapidité de cette guerre, qui se termine le 12 août 1866 sur une victoire prussienne, empêche la GFP de réaliser autre chose que la surveillance des autorités militaires.

Au sortir du conflit, la *Geheime Feldpolizei* est démobilisée, ce qui n'a rien d'étonnant. En effet, il est dans la nature même d'une police militaire de n'exister que dans le sillon de l'armée qu'elle encadre et protège. Lorsque cette armée

7. REZSÖHAZY, E., *De la protection du secret militaire à l'occupation des populations civiles. Les polices secrètes allemandes derrière le front ouest (1914-1918)*, thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, 2020.

est démobilisée, les fonctions de la police sont ainsi mécaniquement réduites à leur plus stricte expression. C'est en ce sens que la GFP est parfois qualifiée de « police de papier » : en temps de paix, elle n'existe que sur feuilles, listes ou autres rapports. Son existence ne se matérialise véritablement qu'en temps de guerre.

La GFP sera donc remobilisée en préparation de la troisième guerre, ultime étape précédant la réunification allemande. Ce dernier conflit oppose désormais la Prusse à la France de Napoléon III. Élément intéressant, la GFP jouit alors déjà d'une certaine réputation, comme en témoigne cet extrait d'une lettre au marquis de la Valette rédigée par le consul général Rothan, dans laquelle le diplomate s'inquiète d'une menace prussienne : « [J]e vois [...] qu'on achète des grains, qu'on complète les armements et qu'on organise même la police militaire (*Geheime Feldpolizei*), ce qui d'ordinaire ne se fait qu'à la dernière heure. »⁸

La *Geheime Feldpolizei* serait alors forte de quelques dizaines d'hommes seulement, mais elle peut déjà compter sur un réseau d'agents en territoire étranger, toile sophistiquée œuvrant au service du chancelier Bismarck et lui permettant ainsi de construire d'habiles systèmes diplomatiques, recouvrant l'intégralité du continent européen. Car le XIX^e siècle coïncide en fait avec le développement de l'espionnage tel

8. Missive de Rothan, consul général à Francfort, au marquis de la Valette, 2 septembre 1867, in MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (éd.), *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871 : recueil de documents*, t. 18, Paris, 1910-1932, p. 258.

qu'on le connaît de nos jours, un peu partout en Europe. C'est dans ce contexte et pour cette raison que la GFP est pensée comme un organe défensif, chargé de la protection de la troupe contre les tentatives d'espionnage, ainsi que de l'obtention de renseignements⁹.

Cette troisième guerre se clôture à nouveau par la victoire fulgurante de l'armée prussienne, qui écrase les troupes françaises en quelques semaines à peine. Le 18 janvier 1871, l'Empire allemand est proclamé dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Toutefois, indépendamment des succès opérationnels de l'armée prussienne, les premières années de la GFP sont jugées peu concluantes par le grand état-major allemand. Dans la foulée d'un grand mouvement de professionnalisation des services secrets allemands, la *Geheime Feldpolizei* est donc réorganisée en 1891, notamment afin de mieux penser sa préparation en temps de paix. Son nouveau règlement est adopté en 1896 : le ministère prussien de l'Intérieur fournit désormais au ministère prussien de la Guerre deux *Feldpolizeidirektoren* (directeurs), huit *Feldpolizeikommissare* (commissaires) et quarante *Feldpolizeibeamten* (policiers)¹⁰. Cette répartition est doublement intéressante : d'une part, elle témoigne de l'importance du Royaume de Prusse au sein du *Reich* allemand, mais elle souligne d'autre part la nature civile des

9. SHPIRO, S., « Journalistes et espions : les services de renseignement et d'informations allemands au Proche-Orient », in AARONSOHN, R., *De Bonaparte à Balfour : la France, l'Europe occidentale et la Palestine, 1799-1917*, Paris, 2013, p. 69-87.

10. REZSÖHAZY, E., *op. cit.*

membres de la GFP, pourtant police militaire. Ses membres sont en effet recrutés par le ministère prussien de l'Intérieur, et non directement par celui de la Guerre.

La Grande Guerre

Le 4 août 1914, les troupes du *Kaiser* violent la neutralité belge et envahissent la Belgique, entraînant derrière elles une *Geheime Feldpolizei* remobilisée pour l'occasion. C'est le début de la Grande Guerre et, avec elle, de l'occupation du Royaume. Pour les Belges, il faut désormais vivre à l'heure allemande¹¹... Toutefois, la situation du pays n'est pas homogène. La Belgique est en effet scindée en deux après les premières semaines de la guerre et la stabilisation du front, alors que les armées s'enterrent dans les tranchées. Si les deux tiers du pays, plus éloignés du front, sont placés sous l'autorité d'un Gouverneur-Général, zone sur laquelle la *Geheime Feldpolizei* n'officiera pas, celle-ci est néanmoins bien présente sur le territoire de la Zone des Opérations. Celle-ci s'étend parallèlement au front et est divisée en plusieurs secteurs, relevant chacun de l'autorité d'une armée allemande. Les soldats allemands au repos sont, eux, envoyés dans la Zone des Etapes, qui se situe juste après la Zone des Opérations, à l'orée de la Zone de Gouvernement Général.

Les limites de cette *Operations- und Etappengebiet* (Zone des Etapes et des Opérations) ne seront véritablement

11. Jusqu'à mention contraire, les informations reprises dans les pages suivantes sont essentiellement tirées de la thèse de doctorat d'Elise Rezsöhazy, que nous remercions ici vivement.

fixées qu'à la fin de la course à la mer (en automne 1914) : elle s'étendra alors sur 750 kilomètres de large, partant des Flandres jusqu'au sud de la province du Luxembourg en passant par le Hainaut occidental et les départements du Nord de la France. Ce territoire, on l'a dit, est placé sous le contrôle direct des armées allemandes (en 1914, on en compte sept à l'Ouest), qui sont chacune accompagnées d'une unité GFP, parfois même lors d'opérations ou de batailles. Le destin de chacune de ces GFP dépend donc de celui de l'armée à laquelle elles sont rattachées : l'une comme l'autre peut être déplacée, démobilisée, remobilisée.

On dénombrera ainsi sept groupes GFP déployés auprès des armées, auxquels s'ajoute un huitième, spécifiquement alloué à la protection du *Kaiser* et du grand quartier général et directement dirigé par Maximilian Bauer, directeur de la GFP pour l'ensemble des territoires occupés à l'Ouest. Enfin, un neuvième groupe dépendant de la Marine, la *Geheime Feldpolizei des Marinekorps*, sera créé à Bruges pour assurer la sécurité de la côte belge.

Durant la Grande Guerre, la GFP à l'Ouest est donc dirigée par le major Bauer, *Feldpolizeidirektor* fixé à Charleville-Mézières aux côtés du grand quartier général dès le 25 septembre 1914. C'est à lui qu'il revient de rédiger les grandes directives de la police. Celle-ci dépend alors de la *Spionageabwehr*, section de contre-espionnage de l'*Abteilung IIIb* du grand état-major allemand, service de renseignement militaire dirigé par Walter Nicolai.

Pour le reste, les unités GFP déployées sur le terrain sont chacune placées sous la direction exécutive d'un *Feldpolizeikommissar* (commissaire). C'est à lui que reviennent la direction quotidienne et administrative de la police ainsi que l'organisation de ses tâches de contre-espionnage. Ces groupements GFP sont également reliés au central fixé à Charleville-Mézières auprès du quartier général ainsi qu'à toute une série de supérieurs et d'interlocuteurs exerçant une supervision, voire parfois un contrôle administratif, dont la lourdeur peut parfois devenir une intrusion nuisible dans la réalisation des tâches policières des GFP.

En outre, les nombreux mouvements de troupes et les réorganisations ont bien entendu des répercussions sur le personnel de ces GFP ainsi que sur les réseaux de contre-espionnage qu'ils tissent. Une constante se retrouve toutefois pour l'intégralité des unités, où qu'elles soient déployées : elles souffrent toutes d'un manque d'effectif criant. Les missions de leurs services sont en effet beaucoup trop larges pour les quelques policiers déployés : ils sont près de 85 en octobre 1914 et ne seront qu'environ 350 en octobre 1918. Généralement, chaque état-major d'armée dispose d'un détachement, fort en moyenne de six policiers et d'un commissaire au début de la guerre, bien que certains seront nettement renforcés : les GFP des 4^e et 6^e armées verront ainsi leurs effectifs augmenter à respectivement 68 et 50 hommes en octobre 1918.

Depuis 1866, ces membres de la GFP sont généralement des policiers de profession expérimentés, issus des différentes provinces prussiennes d'abord, puis des *Bundesstaaten*, les États formant l'Empire allemand. En effet, il n'existe pas alors

en Allemagne de police fédérale. Il revient donc aux entités fédérées de fournir une liste de candidats qui pourront être mobilisés en cas de guerre, mais qui ne connaissent pas à l'avance le lieu de leur déploiement ou les collègues avec qui ils seront amenés à travailler sur le terrain.

À titre d'exemple, les candidats retenus par la Prusse, qui fournit à elle seule la moitié des effectifs de la GFP pendant la guerre, sont le plus souvent polyglottes, maîtrisant en particulier le français, le russe – la France et la Russie étant alors perçues comme les deux plus grandes menaces pour le *Reich* – ou le polonais, mais aussi l'anglais dans de plus rares occasions. La maîtrise des langues des populations locales apparaît bien entendu comme étant une condition indispensable à la bonne réalisation des missions de la police, même s'il ne s'agit pas d'un critère de sélection partagé par l'ensemble des entités fédérées. Ainsi, aucun des candidats retenus par la Bavière en février 1915 n'est francophone. D'un point de vue professionnel, la majorité d'entre eux sont des policiers, mais on repère également une part importante de commerçants. Elise Rezsöhazy explique cette singularité par le fait que ces personnes sont bien souvent amenées à se rendre à l'étranger ou, du moins, à connaître les mœurs des pays importants pour leur commerce.

Ces critères de sélection – et avec eux le profil des policiers – changeront avec la prolongation de la guerre : le manque d'effectifs et de candidats contraindra la GFP à revoir ses critères. Il n'est plus possible de recruter systématiquement des policiers professionnels ou polyglottes, il va donc falloir recruter des policiers moins formés, donc souvent moins

efficaces: à partir de 1915, les nouvelles recrues sont en général des amateurs. Pour autant, certains bénéficient tout de même d'une formation, tantôt en amont de leur prise de fonction (en Bavière ou en Prusse, par exemple), tantôt au sein d'une *Feldpolizeischule* située au sein de la GFP de la 4. Armee, opérant à Gand. Tous les policiers peuvent y être envoyés afin d'affûter leurs compétences et d'améliorer leur autonomie, l'objectif étant qu'ils puissent mener leurs affaires en toute indépendance.

Toutefois, ces policiers, bien qu'appartenant à une police militaire, ne sont pas eux-mêmes des hommes de l'armée: nous l'avons vu, en Prusse, ils sont d'ailleurs recrutés par le ministère de l'Intérieur et non par celui de la Défense. S'ils disposent d'une arme, ils ne peuvent toutefois pas compter sur les avantages inhérents à la fonction militaire, en particulier en termes de logistique, voire de réquisitions. Cette incurie sera source de nombreuses pertes de temps et d'autorité, d'inefficacité en somme. Autant de failles que le régime nazi œuvrera à combler, comme nous le verrons plus loin.

En effet, si l'étude de la Première Guerre mondiale est nécessaire à la bonne compréhension des activités de la GFP pendant la Seconde, c'est par sa singularité dans l'histoire militaire mondiale. La Grande Guerre marque en effet un tournant décisif dans l'histoire des services de renseignement: les fronts étant figés et matérialisés par les fameuses tranchées, toute information sur l'ennemi devient désormais un atout décisif, voire indispensable à la victoire.

Mécaniquement, la protection contre toute forme d'espionnage adverse est tout aussi décisive : cette mission est celle du contre-espionnage, assurée dans les armées allemandes par les unités de la GFP. Celles-ci sont donc chargées de la défense des troupes contre la trahison, l'espionnage... mais aussi contre les premières formes d'opposition locale à l'occupant, qui prendront durant la Seconde Guerre mondiale le nom de « Résistance ». Ainsi, des cas de sabotage, presse clandestine, évasion ou espionnage sont déjà documentés lors de la Première Guerre mondiale, en particulier autour des grandes métropoles telles qu'Anvers, Bruxelles ou Liège, mais dans des dimensions nettement inférieures à celles qui marqueront la Résistance sous la prochaine occupation allemande. Ces actes représentent toutefois bien la raison principale pour laquelle les policiers de la GFP s'installent généralement dans les villes densément peuplées, où le contrôle est plus complexe et les possibilités de refuge plus grandes pour les ennemis de l'Allemagne wilhelminienne.

En outre, on l'a dit, la Belgique est occupée militairement par les Allemands. Pour l'occupant, qui par nature se trouve en territoire ennemi, chaque habitant est une menace potentielle, et ce, dès l'invasion : cette crainte de l'existence de francs-tireurs est d'ailleurs l'une des causes des massacres commis en Belgique pendant l'été 1914. Étant chargée de protéger l'armée contre toute menace potentielle, la *Geheime Feldpolizei* devient en ce sens une police d'occupation opérant un contre-espionnage d'une triple nature. Offensive d'abord, en menant des opérations destinées à démanteler les réseaux de résistance. Défensive ensuite, puisqu'elle mène l'enquête et tisse ses réseaux afin d'identifier les menaces potentielles,

dans l'objectif d'empêcher ou de complexifier la récolte de toute information sur l'armée allemande. Dissuasive enfin, puisque sa simple présence dans les rues des villes occupées est une arme de contre-espionnage, pouvant décourager les populations locales de s'engager dans des actions d'opposition – fussent-elles passives – à l'occupant.

Enfin, il est également dans la nature même du policier que de s'assurer le soutien d'une partie de la population locale qu'il est chargé de surveiller : ce sont les fameux agents, ces ressortissants belges collaborant – le plus souvent de leur plein gré – avec la police militaire. Toutefois, les nombreux déplacements imposés par la jonction aux armées tels que mentionnés plus haut nuisent à la qualité du travail fourni par les policiers : les policiers étant régulièrement déplacés, ils ne peuvent infiltrer la population efficacement ni en recruter des éléments fiables afin de favoriser la réalisation des missions de la police allemande.

Pour le reste, retracer l'évolution de la GFP pendant la Grande Guerre ou proposer une étude plus fine du profil de ses agents, de ses attributions ou de l'évolution de chacune de ses unités n'appartient pas au présent ouvrage. À cet égard, nous nous permettons de renvoyer à l'étude séminale d'Elise Rezsöhazi, dont la thèse de doctorat, sur laquelle nous nous sommes basés pour rédiger les précédentes pages, traite précisément de ces questions¹².

12. REZSÖHAZY, E., *op. cit.*